

Rassemblement pour le service public de la connaissance

Il me semble que la question de la nature du rassemblement pour une politique de gauche est au coeur du débat stratégique de notre propre congrès. Et en particulier pour ce qui nous concerne: quel rôle un parti révolutionnaire (ou se voulant tel) doit-il jouer dans ce processus ?

S'effacer devant un mouvement du peuple, comme le dit aujourd'hui Melenchon ? Comme le portent d'autres partis européens (Podemos ? une des options stratégiques de Die Linke) ? Affirmer au contraire que le rassemblement s'opère autour de propositions transformatrices élaborées par un tel parti révolutionnaire ?

Ou bien encore rassembler en montrant par des propositions à mettre en débat ce qui est "possible" comme transformations compte tenu du mouvement de la société. Cela fait pas mal de temps que je pense à cette fonction du parti comme "ouvreur des possibles" et c'est ainsi que je vois le rôle que peuvent jouer les propositions élaborées du parti dans le cadre d'un rassemblement populaire pour une politique de gauche.

Pierre Laurent disait dans sa conclusion aux états généraux du progrès social "Le partage des savoirs, c'est un autre bien commun à construire. "

Cela concerne les militants communistes professionnels de l'ESR.

Le savoir porte en lui la capacité à maîtriser de nombreux déterminismes, non par leur élimination mais par la possibilité de les comprendre et de les orienter. C'est en cela qu'il est libérateur.

Imposer le Partage des savoirs et le rendre populaire doit donc être au coeur d'un projet d'émancipation humaine.

Comment contribuer à "rassembler" notre peuple autour de cela ?

LA NATURE MEME DU SAVOIR VA PEUT ETRE NOUS Y AIDER Le fait de le voir comme un "bien commun" n'épuise pas son essence.

Ainsi est un bien bien particulier qui ne s'"use" pas si on s'en sert, si on l'échange. Et on n'en perd pas l'usage en le donnant à d'autres. Bien au contraire l'échange de savoir le fait grandir, puisque l'effet de la mise en commun de connaissance est multiplicatif et non pas additif.

La connaissance ne s'acquiert pas comme un simple produit ou service, elle nécessite un effort et consiste en une "transformation" de celui ou celle qui l'acquiert.

– Mais, on le sait, la connaissance peut au moins être temporairement et partiellement captée à des fins privées. Même si c'est en contradiction avec son développement long terme, elle confère dans ce cas un "avantage compétitif" court-termiste aux entreprises ou individus qui le détiennent sans vouloir l'échanger.

Il y a donc un enjeu social et politique très fort autour de la connaissance.

De tout ce qui précède émerge les possibles de la connaissance. Ces possibles se déclinent comme autant de pistes à explorer d'où découlent des propositions à mettre en débat.

---> Le système de recherche et d'enseignement est une infrastructure d'avenir capitale pour l'humanité. Il faut le financer à la hauteur des enjeux, en lui laissant la plus grande des libertés.

Le savoir est fait d'échanges, ils doivent être facilités. En conséquence, le travail des producteurs de connaissances nouvelles, et aussi de celles et ceux qui les transmettent, de celles et ceux qui créent l'environnement nécessaire à cela doit être facilité et encouragé par une grande liberté, et une reconnaissance donnée aux individus mais aussi aux structures, aux collectifs de travail qui produisent et transmettent la connaissance.

----> Les moyens de travailler, les moyens de vivre décemment et avec un bon niveau de reconnaissance doivent enfin être assurés pour les acteurs de la recherche scientifique.

---> La coopération doit être placée au coeur du travail de recherche.

----> L'évaluation des personnes et des structures faite pour aider et non pour sanctionner ne doit porter que sur la science produite, la capacité et la transférer et à en développer la "valeur d'usage"

Tout enfant, tout jeune a droit à une formation de la maternelle au supérieur qu'il doit progressivement choisir de plus en plus librement et de manière informée et disposer de l'environnement matériel, scientifique et pédagogique pour réussir quelque soit ses difficultés de départ. Tout doit être mis en oeuvre pour que chaque jeune puisse progresser dans le savoir et ainsi maîtriser sa vie. Une pédagogie adaptée, tenant compte aussi de l'histoire sociale des individus doit être employée. Il s'agit d'ailleurs moins de fournir un état donné de l'avancée des connaissances que de rendre capable en permanence d'acquérir les nouvelles connaissances utiles à son propre développement.

----> Toute réforme du système d'éducation et d'enseignement doit se fixer cet unique objectif: émanciper les individus par le savoir.

Se transformer par l'étude étant un travail à part entière, nécessitant un effort considérable, on doit pouvoir s'y consacrer entièrement.

---> Ce "travail" doit être rémunéré à part entière quand on arrive à l'âge adulte, quand il ne revient plus aux parents d'assurer ces conditions de vie.

----> Dans le même temps le principe de gratuité totale des études et l'interdiction des officines privées para éducatives doit être réalisé.

La notion de "valorisation" doit être repensée et révolutionnée au regard de la nature de la connaissance. La société doit s'approprier les connaissances. C'est d'abord d'une "valorisation d'usage" avant d'une valorisation d'échange qu'il s'agit. L'utilisation des connaissances nouvelles dans la production et les services en est une pièce maîtresse, tout comme la formation continue des travailleurs mais c'est loin d'être les seules et ce qui doit être visé dans cette "valorisation d'usage" c'est l'amélioration des processus, les économies réelles de ressources matérielles, l'enrichissement des tâches obtenues en lieu et place de l'amélioration du taux de profit. Mais il existe bien d'autres "valorisations" possibles au niveau éducatif, "démocratique", civilisationnel. Il faut rendre la connaissance et ses démarches populaires, au sens actif du verbe "rendre".

----> La formation des travailleurs, des personnes ayant quitté le système éducatif, doit être en permanence encouragée. Ils doivent être rémunérés au même niveau qu'en situation d'emploi

---> Les connaissances susceptibles de servir les entreprises, de servir à la production de biens et de services doivent être mutualisées, mises en commun. Des centres de transfert sous contrôle publics doivent être créés ou développés. Des licences issues du "droit des communs" doivent remplacer les brevets

----> La "vulgarisation" ou "diffusion" de la culture scientifique doit se donner pour but de populariser la méthode scientifique, l'esprit critique et le doute méthodique parmi les citoyens de tous âges.